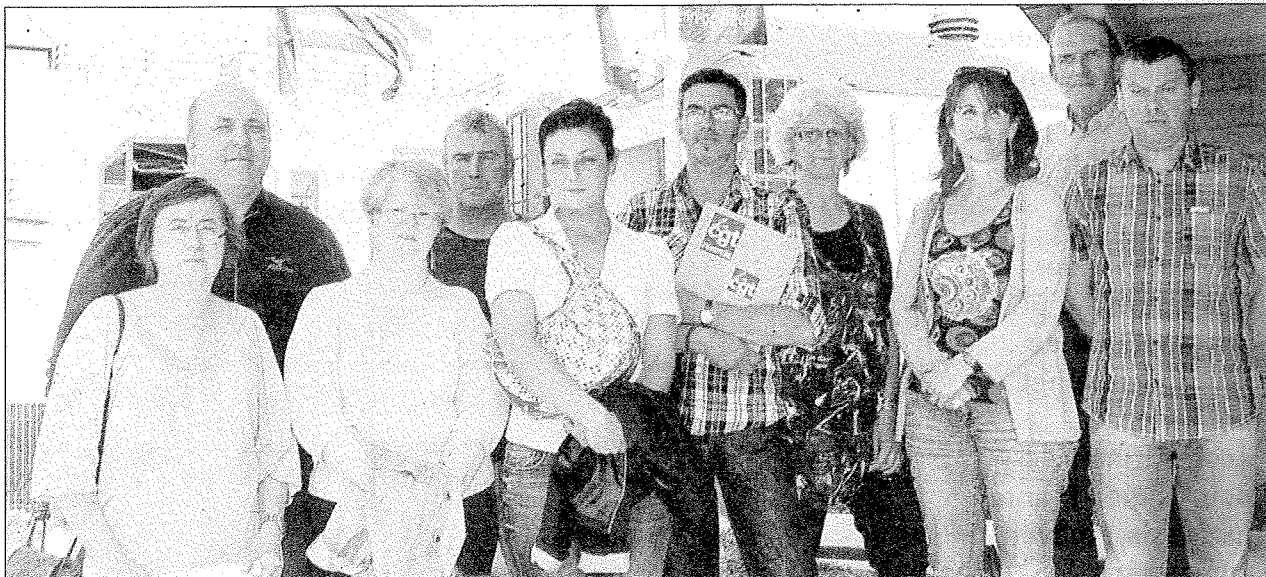


# Conseil général. Les syndicats crient au manque de dialogue



Les représentants des trois syndicats du conseil général à la sortie du comité technique paritaire.

**« Nous sommes aux antipodes entre ce qui se dit et ce qui se fait ». Les trois syndicats du conseil général (PS) ont réaffirmé hier « l'absence de dialogue social ».**

« Pour une fois, un comité technique paritaire s'est tenu ». Conférence de presse de la CFDT, de la CGT et de Force Ouvrière, hier après-midi, sur le parvis du conseil général à Quimper.

**« Logique de calcul à court terme... »**

« Ce qui nous inquiète, c'est l'ordre du jour de la réunion. Le conseil général veut inciter les agents à utiliser le dispositif de départ volontaire, c'est une arme pour se débarrasser des agents fragilisés » estime l'intersyndicale.

Sur le fond, les récriminations des trois syndicats restent les mêmes depuis un an, « le dernier comité technique paritaire (CTP) datait de janvier. Nous en avons eu quatre seulement en quatorze mois, normalement nous devrions en avoir un par mois. Nos demandes de CTP sur les réorganisations de services restent lettres mortes ».

Une stratégie délibérée selon eux, « c'est une logique de calcul à court terme. L'administration vide de sa substance le CTP, c'est pourtant la seule instance officielle de dialogue social. À la place, elle organise des "temps d'information" et parle de démocratie participative ».

**« On ne réorganise plus, on expérimente... »**

« Officiellement, on ne réorganise plus au conseil général, on expérimente. Les agents ne sont pas dupes mais l'administration et les élus refusent d'entendre les informations que nous faisons remonter ». Des syndicats particulièrement inquiets de ce qui se passe dans le secteur de l'action sociale.

« Les expérimentations concernent 80 % des équipes, le conseil général ne peut plus cacher qu'il ne s'agit pas d'une expérimentation mais que c'est beaucoup plus global ».

**Craintes pour l'action sociale**

Dernier exemple en date, « durant les ponts de mai, l'administration a fait fermer deux centres départementaux d'action sociale sur quatre à Brest, un est resté fermé cinq jours, sans aucune concertation. Quel service rend-on au public ? ». Réorganisation aussi pour les ports bigoudens avec la « recentralisation de certaines tâches à Quimper ». Quant aux routes, « on a fait une étude d'ergonomie qui a mobilisé des gens, du temps, de l'argent. On n'en a pas tenu compte du tout pour les commandes de matériels. Les vieilles faucheuses de 17 ans sont plus faciles à utiliser pour les agents que les nouvelles ». Pour les trois syndicats, « l'audit qui a été fait fin 2011 rejoint nos constats mais il faut croire que c'est mieux quand ce n'est pas nous qui le disons... ».

**Jacky Hamard**